



07/05 | 07:00 | Jean-Francois Jamet **DE THIERRY CHOPIN, JEAN-FRANÇOIS JAMET ET CHRISTIAN LEQUESNE**

La France doit porter une nouvelle ambition pour l'Europe

Les Européens sont en pleine malaise face à des évolutions qui leur échappent : crise de la dette, crise de l'Etat providence, mondialisation, sentiment de perte de puissance après celle des Etats-nations. Ils ont le sentiment de faire face à une diminution des marges de manoeuvre de la politique qui conduit à un déficit de sens. Dans ce contexte, l'Europe ne sait plus où elle va et n'a plus d'idée directrice : ce n'est pas la « fin de l'histoire » proclamée par Francis Fukuyama après la chute du mur de Berlin, mais la fin d'un sens de l'histoire.

Si l'intégration européenne a libéré les Etats européens de la logique des rapports de force, elle ne suffit pas à les libérer des contraintes externes. L'inquiétude des marchés financiers en donne un bon exemple, avec la pression qu'elle fait subir à la politique économique des Etats membres. Cette inquiétude résulte largement de l'incertitude qui règne quant au projet commun des Européens, notamment en matière économique. Les Etats membres sont-ils prêts à mettre une partie de leur dette en commun ? Sont-ils capables d'imposer des sanctions à ceux d'entre eux qui ne respectent pas les règles collectives ? Enfin, peuvent-ils se doter d'un gouvernement économique qui leur permette d'engager l'ensemble de l'Union ? Tant que la réponse ne sera pas apportée concrètement, au moins au niveau de la zone euro, l'Europe ne retrouvera pas la confiance des investisseurs et l'incertitude perdurera. Tant que l'Union européenne ne sera pas comprise comme facteur de liberté face aux contraintes externes, elle ne répondra pas aux angoisses des citoyens, qui continueront de les exprimer par les urnes.

Dans une telle perspective, les leaders politiques européens doivent cesser d'être des pompiers pour redevenir des bâtisseurs. Au-delà des mesures d'urgence indispensables pour éteindre l'incendie et restaurer la stabilité financière de la zone euro, un discours indiquant la direction à suivre est nécessaire pour dessiner les contours d'un nouveau message commun audible par les citoyens.

Nous entrons ainsi dans une période de refondation qui suppose un projet de renouveau de la construction européenne. Par sa projection, celle-ci nécessite de s'inscrire dans une perspective de moyen et long terme. Les leaders européens ne peuvent plus gérer l'urgence tout en renvoyant leurs idées les plus ambitieuses à plus tard. C'est dans l'incertitude que se situe la noblesse du politique, celle de dessiner un projet tout en créant les moyens de le mettre en oeuvre. La réflexion sur des mécanismes de décision européens plus efficaces et plus démocratiques a été avancée en Allemagne au plus haut niveau. Elle l'est également dans un pays comme la Pologne. Elle doit trouver un écho dans l'ensemble de l'Union, et notamment en France. Pourtant, durant la campagne présidentielle, les candidats ont toujours semblé concevoir l'Europe uniquement comme un espace de négociation diplomatique dans lequel priment les rapports de force entre les Etats membres. Le nouveau président de la République doit maintenant expliquer comment il entend faire des politiques européennes autre chose que le plus petit dénominateur commun des Etats membres. Donner à l'Europe les moyens de ses ambitions sera l'une des conditions pour que les Français et les Européens retrouvent le sentiment de leur liberté.

Thierry Chopin est directeur des études de la Fondation Robert Schuman ; Jean-François Jamet est porte-parole d'EuropaNova ; Christian Lequesne est directeur du centre d'études et de recherches internationales (Ceri) de Sciences po. Ils viennent de publier « L'Europe d'après. En finir avec le pessimisme », Lignes de Repères, 2012.

Tous droits réservés - Les Echos 2012